UNE NOUVELLE NARRATION POUR L'EUROPE: COMPRENDRE LA DEMOCRATIE

Umberto Margiotta

Les réflexions sur l'avenir de la démocratie en Europe se multiplient. Et pas seulement récemment. Les sages de la vieille série de *Comprendre* que nous avons appelé pour inaugurer la nouvelle série d'éditions le témoignent.

Lorsque nous traitons de l'Europe nous pensons pas seulement à la Union Européenne, mais à tout l'ensemble des peuples qui font l'Europe, aujourd'hui. Mais il faut reconnaître que, pour eux, le principe universel d'une démocratie représentative se heurte aujourd'hui aux pratiques quotidiennes de l'exercice démocratique et à une conception plus pragmatique qui revitalisent le processus démocratique.

Ce contexte invite à construire des dispositifs de production de la démocratie «*ouverts*» sur des territoires, à une multiplicité d'acteurs. Plus fortement soumise à l'épreuve de son utilité sociale, l'expression de la démocratie est aussi aujourd'hui plus contingente. Sa polymorphie constitue autant de contre-épreuves à sa conception plus classique et très générale. De même, la démocratie est associée à diverses formes. La démocratie peut exister dans une monarchie ou une république, dans un Etat centralisé ou fédéral, elle peut être parlementaire ou présidentielle, représentative ou directe, ou se situer dans une quelconque position intermédiaire. Donc la démocratie varie dans ses modalités institutionnelles, mais elle garde des éléments communs identiques. La démocratie s'adapte à des réalités géopolitiques, économiques et culturelles en évolution, et aux réorientations dans les attentes des citoyens. En dernier ressort, le plus grand hommage qui lui soit rendu est le fait qu'elle n'ait jamais été si

répandue ou enracinée de manière si irréversible dans l'esprit des populations. Depuis la théorie sur la démocratie libérale et la liberté de conscience proposée par Spinoza, l'idée qu'une société démocratique et libre est nécessaire à l'épanouissement personnel des êtres humains a sans cesse gagné du terrain.

Universalité ou singularité de la démocratie? L'asymétrie des démocraties, face à la globalisation, pose la question

Au cours des dernières décennies, une pression s'est exercée sur les démocraties européennes pour qu'elles permettent davantage d'intégration, de transparence, de pluralisme et de participation. Les droits des minorités sont également devenus partie intégrante du processus démocratique. L'évolution récente vers une démocratie électronique à tous les niveaux de gestion des affaires publiques a été motivée par le désir de donner à la politique plus de transparence et d'attrait aux yeux du public.

Mais la société civile, en particulier la société civile organisée, se transforme. Les tendances socioculturelles à l'individualisme et au culte de la consommation semblent éloigner de plus en plus les citoyens de l'exercice des responsabilités civiques. Toutefois, ces tendances ne sont pas les seules à incriminer quant au relâchement des liens entre les citoyens et les institutions démocratiques. Les partis politiques, les parlements, les collectivités locales et les gouvernements sont, dans l'ensemble, beaucoup trop éloignés et même déconnectés de leur base sociale.

La narration de l'Europe, dans les médias, permet de faire émerger plusieurs récits de l'Europe sous l'angle a) économique; b) des valeurs; c) des visions. Et un thème principal transversal apparaît: l'asymétrie.

a) Au-delà de la crise économique, l'asymétrie on dit sous l'angle économique par la répartition asymétrique de la richesse en Europe. Alors que l'Europe entière devrait générer de meilleures conditions pour tous ses citoyens avec une amélioration vers des normes plus élevées, l'Europe est perçue comme destructrice de ses valeurs fondatrices et de son bien-être au nom de la compétitivité.

b) L'asymétrie des valeurs se retrouve le long d'un axe Nord-Sud, notamment sur les questions de corruption, de primauté du droit et d'évasion ou sur les rôles de la famille et des amis. L'UE est pragmatiquement acceptée comme une expérience en cours où il est normal d'avoir des approches différentes pour la résolution de problèmes, mais seulement lorsque l'on est habitué à la différence et à «négocier» des vues différentes et des façons de résoudre les problèmes.

c) Le dernier récit de l'Europe concerne les effets de la crise économique qui se traduisent par la montée de deux sentiments d'asymétrie: l'égoïsme et le nationalisme, jugés responsables de générer soit un sentiment anti-européen, soit nationaliste, que ce soit sous la forme de mouvements anti-euro ou de partis xénophobes. La «peur de l'autre» se manifeste notamment avec les immigrants et demandeurs d'asile, un exemple de l'incapacité de l'Union européenne à proposer une réponse systémique au problème.

Ainsi, les concepts fondamentaux de la démocratie (liberté, citoyenneté, égalité et solidarité), soit que constamment évoqués, en effet ils remettent en question la valeur de l'universalité de la démocratie, et, jour après jour, ils plient sur la production subjective et individuelle de leur pratiques dans les contextes de la vie, des expériences de relation et de politique des différentes communautés civiles.

Certainement: la démocratie prospérera en Europe, à condition que ses modalités futures restent fidèles à ses principes¹. Mais l'Europe n'est pas encore un sujet populaire, surtout quand la politique est concernée. Le pire effet de cette trajectoire négative est le manque de vision à long terme sacrifié au nom des intérêts nationaux. Malgré la foi partagée dans ses avantages économiques, la vision optimiste de l'intégration européenne est fortement contrebalancée par une anxiété palpable par rapport aux effets néfastes de la compétition intra-européenne issus des différences de salaires et de bénéfices sociaux.

¹ Pour de plus amples détails, voir L. Pratchett et V. Lowndes, *Faire évoluer la démocratie en Europe – Résumé, analytique de l'acquis du Conseil de l'Europe*, Strasbourg, Editions du Conseil de l'Europe, 2004.

Encore: dans un monde globalisé, les États européens sont devenus trop petits: s'unir serait donc devenu indispensable. À cette perception relative à l'interdépendance économique sur la scène internationale correspond également une représentation de la globalisation des problèmes qui affectent nos sociétés: environnement, réchauffement climatique, mais aussi catastrophes ou maladies. Cependant, l'unité de la puissance européenne, fusse-t-elle économique, politique ou militaire, apparaît comme fragile en raison du désaccord entre pays européens, d'autant plus probables à mesure que le nombre d'États augmente et que les différences s'agrandissent.

Enfin, la principale critique porte sur une évaluation négative de la plupart des aspects liés à la gouvernance et à la démocratie au niveau européen. Presque dans tous les pays européens la démocratie est dépeinte comme opaque, distante, inefficace, inadaptée, paralysée par les égoïsmes particuliers et obsédée par la régulation du moindre petit aspect. Par ailleurs, l'opacité du système politique européen est également dénoncée, les lobbies étant perçus comme les véritables détenteurs du pouvoir au niveau européen, soumettant la construction européenne à la suprématie de l'économie de marché.

Donc des façons différentes de voir l'Europe, et persistance des cadres nationaux de perception et d'évaluation de l'intégration européenne. L'État-nation joue un rôle primordial dans la formation des cadres de perception et d'évaluation de l'Europe. Et les discours des citoyens ordinaires sur l'intégration européenne permettent de mieux saisir que la construction cognitive de l'Europe (ou dit autrement la légitimité «empirique» de l'Europe) elle n'est pas encore accomplie.

Pluralism versus Europeanism

L'histoire de l'Occident est inscrite dans un long chemin vers l'autodétermination des peuples et vers l'autonomie des personnes en opposition radical au dogmatisme et à l'oppression des droits fondamentaux de la personne. La culture du dialogue entre *Wel-tanschauungen* différents et pluraux a permis à l'Europe et à l'Oc-

cident, en general, de devenir culturellement unis par le refus de la guerre, la recherche continue de la paix, l'exercice de l'accueil, la co-abitation des divers.

Mais, juste en Occident et en Europe, aussi il a pris lentement du pied une conception absolutiste qui a vu l'Europe comme un modèle technocratique dans lequel chaque réalité géographique doit être conforme. Si l'idéologie de la consommation et des néo-libéralisme financiers, érigée sur l'argent du pouvoir et sur le pouvoir de l'argent a transformé l'idéologie idéale de l'Ouest en Occidentalisme, dans la même façon la subordination de la *governance* européenne aux modèles économétriques du néo-libéralisme financier a transformé l'idéal de l'Europe dans l'idéologie de l'Européanisme. Avec ça, l'Europe a nié sa propre histoire, ce qui est d'être et se reconnaître comme un espace des humanismes: l'humanisme de la *paideia* classique, l'humanisme chrétien médiéval de la *perfectio*, l'humanisme de la Renaissance focalisé sur la *dignitas hominis*, le néo-humanisme allemand et mittel-européen de *Bildung*, l'humanisme chrétien social du travail.

Mais contre ce récit, nous avons permis l'émergence de l'égoïsme social associé à l'application de l'équation coûts-avantages universel. Et la Modernité est venue à être exprimé seulement en tant que marché. Elle est tellement tenté de prétendre que nous étions dans l'ère post-moderne de la technologie, que le développement (comme déséquilibré) serait encore durable, la société, en tant que complexe et liquide, ne peut que se auto-réglementer. Et l'homme, enfin, n'est pas autrement calculable de sorte que comme une ressource parmi d'autres! De cette façon, la structure de l'Europe d'aujourd'hui est venu de présenter son appareil identitaire plus marquée dans la technologie et l'innovation; mais ne dit rien de sa preuve la plus inconfortable qui est précisément la violence.

Contre cette tendance, à savoir contre la façade de l'Européanisme, Odo Marquard² a fait valoir que seulement une *herméneutique pluraliste* peut sauver la société civile et la construction et

² Cf. Odo Marquard, *Das Pluralistische Manifest?* in «Jahrbuch der deutschen chillergesellschaft», XVIII, 1993, pp. 447-452. Mais Cf. aussi Odo Marquard (1994),

l'avenir de l'humanité. En se penchant ses mots pour l'avenir de la démocratie en Europe, nous pouvons dire que l'Europe de l'avenir est un texte qui, en tant que tel, peut être interprété. On peut dire, à savoir, que l'avenir de l'Europe démocratique en apparaît comme un monde pluriel qui est ouvert à différentes formes d'expression. En bref, l'avenir des démocraties en Europe peut être considérée comme l'avenir de la pluralité de ses cultures et de ses vocations.

L'enjeu éthique de la démocratie

L'effondrement des totalitarismes en Europe n'a pas, contrairement à une vision un peu naïve, déplacé la menace représentée par un appareil technico-scientifique dissimulé derrière les prétentions historiques des Etats. En revanche, reste dans l'obscurité la question essentielle³ du rapport de l'opinion publique à la démocratie, comme l'avait défini J.J. Rousseau. *Dans une société démocratique, si le citoyen n'est pas nécessairement savant, il doit tendre à l'être, et ne peut y parvenir, comme le montre Rousseau, que parce que le savant est citoyen.* Cette tension est celle de l'éthique de la démocratie moderne, entendue comme responsabilité éthique de la conscience politique. Les termes du problème furent posés par Max Weber, dans deux conférences qu'il tint en 1919, à l'université de Munich à la demande d'Ernst Toller⁴. Ces deux conférences sont thématiquement indépendantes: la première (*Wissenschaft als Beruf*) traite de la responsabilité éthique du savant, la seconde (*Politik als Beruf*) analyse l'exercice moderne du pouvoir politique. Max Weber met en évidence, dans la première conférence, une inversion du statut social de la connaissance qui éclaire le désintéret dont elle souffre après la Première Guerre mon-

Skepsis und Zustimmung, Reclam, Stuttgart; et Odo Marquard (2004), *Individuum und Gewaltenteilung*, Reclam, Stuttgart.

³ Cf. les *Considérations sur le gouvernement de Pologne* (Rousseau, 1966).

⁴ Karl Löwith, qui assista à ses conférences, raconte qu'elles se déroulèrent sous les chahuts des étudiants nationalistes. Max Weber, le coauteur de la Constitution démocratique de la République de Weimar en souffrit énormément, il disparut quelques temps après, alors qu'à Munich les luttes sociales installaient l'éphémère République des Conseils.

diale. La critique et la croissance de la connaissance ne répond plus aux attentes d'émancipation de la société, dans la mesure où elle est devenue irréaliste et abstraite. Plutôt le processus qui engage le savant a obscurci le monde en provoquant son désenchantement. La science, constate-t-il, n'a plus le sens évident que lui conféraient les Temps modernes. Cette disparition du sens tient à ce qu'elle est devenue une activité extrêmement spécialisée dans laquelle chaque discipline avance dans l'ignorance de ses voisines et surtout d'un but général: le progrès n'est plus celui obtenu par l'activité scientifique elle-même pour l'humanité et ne concerne que les résultats internes propre à chaque discipline. L'activité de la recherche s'est donc séparée de la vie sociale générale; elle est devenue un métier et comme telle ne peut plus produire de connaissances au sens des Encyclopédistes «Eclairer un public» au sens kantien n'a plus de signification désormais. Tout travail scientifique présuppose la validité des règles de la logique et de la méthodologie qui fondent notre orientation dans le monde, et le résultat collectif de l'activité scientifique est important en soi et vaut la peine d'être connu. Certes l'activité scientifique gagne son indépendance principielle vis-à-vis de l'Etat. Mais aussi l'activité scientifique devient autoréférente, et surtout muette quant à la question de l'éthique. Ainsi, l'indépendance de la science, garantie de la démocratie, n'est-elle obtenue que par son désengagement vis-à-vis des questions essentielles de l'humanité. Non seulement la science ne peut rien dire concernant le devoir-être, mais de surcroît, aucun devoir-être, aucune valeur, ne peuvent plus être déterminés rationnellement comme des universels. Parce que la culture ne s'élabore pas comme un édifice logique, par des déductions a priori. Tout au contraire, l'expérience ne peut mener qu'au polythéisme, comme le montre J. Stuart Mill. Et la vérité, comme l'avait déjà dit Nietzsche dans sa critique de la culture, ne se confond pas avec ce qui est bon et ce qui est beau. Ce qui se montre ainsi, dans chaque culture, ce sont des dieux qui se combattent, des valeurs antagonistes qu'aucun principe transcendant ne peut trancher. Par conséquent l'humanité européenne ne peut plus être pensée comme le paradigme de toute humanité qui s'affirmerait rationnellement.

Mais reste-t-il un rôle à jouer pour la connaissance? se demande Max Weber. Si la lutte des dieux antiques «a fait retomber notre vie en leur pouvoir», la science conserve-t-elle cependant une fonction

émancipatrice? Celle-ci, affirme Weber, est un rôle que l'on peut qualifier de pédagogique, au sens où il contribuerait, tradition constante depuis Montaigne, à une formation de soi fondée non sur l'universalisme d'un point de vue de «nulle part», mais sur la diversité, au contraire, des expériences et des lectures du monde. Ce rôle est devenu modeste, relativement aux prétentions de l'universalisme des Lumières, comme nous pouvons témoigner aujourd'hui. *Cette rationalité n'a de sens, explique-t-il, que relativement à son usage social.* Ce qui permet à Weber de distinguer trois aspects sémantiques: la rationalité de la règle (dans l'usage technique), la rationalité en fonction d'une fin (qui permet le choix des moyens), et la rationalité issue du travail intellectuel scientifique qui accroît la complexité et la spécificité du savoir qui s'enseigne (Habermas, 1981). Or, visiblement, si la science accède à la rationalité symbolique du troisième niveau, elle a perdu le contact avec la rationalité du choix du second niveau. Comme le dit fréquemment Weber, la science est en mesure, par son travail de production des savoirs d'interpréter des phénomènes, de présenter des fins différentes et des moyens en vue de ces fins, mais elle ne peut effectuer aucun choix. Cette «clarté» est une clarification en vue de la décision finale qui n'est plus du registre de la science, mais qui appartient au politique: les faits n'induisent aucune valeur, mais pourrait-on dire, ils y conduisent. Le savant reste pour Weber le pédagogue de la démocratie. Weber insiste, en conclusion de sa conférence, sur la spécialisation de la science mise au service, dit-il, de la prise de conscience de nous-mêmes, comme communauté politique, par le moyen de la connaissance des rapports objectifs, entre les hommes eux-mêmes, entre les hommes et la nature. Il n'y a pas de prophète, déclare courageusement Weber devant un auditoire hostile, car le savoir n'est pas un «avoir»: les décisions restent l'affaire des citoyens, à la condition qu'ils ne sacrifient pas leur raison devant le pouvoir charismatique d'un chef.

Les conférences de Weber ouvrent à une pédagogie du dialogue. La division du travail entre la philosophie et les sciences de la nature et de l'esprit conduite par Weber n'est plus guère pertinente dans notre situation contemporaine. C'est ce qu'argumente Gadamer dans une conférence de 1966 (Gadamer, 1982). En effet, les sciences ne peuvent plus assumer le reliquat positiviste de leur fonction:

la domination de la réalité par la maîtrise croissante de ce qui est prévisible. La science ne permet plus de prévoir, mais impose de prendre des décisions qui dépassent les limites de ce qui est connu, pis encore, elle oblige à prendre des décisions pour contrer les effets de ses décisions antérieures⁵. Ainsi, le point de départ pour Karl Otto Apel de la théorie de l'Éthique de la discussion est la prise en compte des analyses heideggériennes du déploiement du Règne de la Technique (Heidegger, 1958) comme maîtrise de la réalité, et, enfin, maîtrise de l'humain. Apel entreprend alors de rechercher les conditions qui permettent d'assumer une responsabilité solidaire face aux conséquences des activités collectives que la science et la technique ont rendu possibles (Apel, 1998). Ces conditions se concentrent, on le sait, dans le thème d'une Communauté communicationnelle contrefactuelle, plaçant ainsi le problème du langage, du dialogue et de la discussion publique au cœur de la question du rapport entre la connaissance et la démocratie.

D'une manière globale, il s'agit de savoir si experts et citoyens peuvent discuter dans des conditions qui leur permettent de s'éclairer mutuellement de façon à prendre des décisions éthiques, respectant non seulement le nihil nocere, mais garantissant plus fortement la possibilité d'une vie digne et juste pour l'humanité.

La première condition est posée par Gadamer dans sa conférence de 1966; elle montre le caractère même de l'approche herméneutique du langage. La discussion scientifique met aux prises experts et profanes, les profanes étant également des scientifiques d'autres disciplines. Or la «volonté suspecte d'avoir raison» comme le dit Gadamer brise l'éthicité d'une telle discussion. Il est nécessaire alors de distinguer l'exercice d'une rhétorique en vue de favoriser

⁵ Von Weizsäcker, son ami de jeunesse Georg Picht (Moreau, 2006) et d'autres, furent à l'origine du Club de Rome (Meadows et al, 1972), et également d'une mise en garde de l'opinion publique européenne contre les effets désormais irréparables d'une course des États en vue de la possession de l'arme atomique, paradigme selon la formule saisissante de Hans Jonas, d'une humanité se supprimant elle-même (Jonas, 1993). G. Picht se demande (Picht, 1965) à propos de la situation française, si un homme politique possédant le pouvoir de l'usage de l'arme atomique est encore d'essence démocratique. La réflexion scientifique européenne s'engage ainsi, dès les années 60, dans la perspective pédagogique que représente la futurologie, à l'initiative de von Weizsäcker et Hartmut von Hentig, en direction du public mais également de la formation scolaire et universitaire.

une décision déjà induite d'une parole véritable: la science ne «parle plus», elle utilise une langue qui est non seulement un facteur d'exclusion du profane, mais surtout une rupture avec le monde de la parole. *Ce qui constitue le risque originare pour chaque forme de démocratie, et qui risque d'être toujours perdu par la confrontation démocratique c'est le principe herméneutique par excellence, c'est à dire l'anticipation du tout.* On ne peut se rapporter à un élément d'un système, ou d'un ensemble structuré sans intuitionner ce qui pourrait être son unité. Cette perspective d'une «anticipation du tout» permet de remettre en cause la dichotomie entre faits et valeurs. Le pragmatisme, comme le montre H. Putnam, supposait déjà qu'on ne peut se concentrer sur des faits dans une parfaite neutralité axiologique (Putnam, 2004). Auparavant, Leo Strauss avait argumenté du caractère contradictoire de la position wébérienne: si nous avions une connaissance authentique du bien et du devoir-être, cette connaissance serait le fondement de la science sociale, parce qu'elle aurait l'ambition d'être utilisable en pratique. Si la connaissance du bien était possible, la séparation de la science comme connaissance des moyens et la philosophie sociale comme connaissance des fins serait inutile. Ce serait la science politique. Weber affirmerait donc la neutralité de la science parce qu'il pense que le bien est inconnaissable: mais alors l'effort pour une science universelle est sans fondement (Strauss, 1986).

A l'heure actuelle, les travaux d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998, ont établi que les principes économiques néo-classiques n'étaient pas neutres axiologiquement, mais cachaient des valeurs libérales qu'aucune théorisation scientifique ne pouvait justifier (Amartya Sen, 2003).

La seconde condition est posée par Gadamer lorsque il la met en exergue (Gadamer, 1976) sous la forme de l'éviction du préjugé (*Vorurteil*) par l'*Aufklärung*, et de la ruine qui en résulte du concept d'autorité. Les Lumières en effet relient le préjugé à l'exercice d'une autorité qui dispense de «se servir de son propre entendement» (Kant, 1985). Et en effet il y a une attitude diffusive à penser que toute autorité est source de préjugés et qu'il est nécessaire de s'en émanciper. Or il y a là une déformation profonde du concept d'autorité qui entraîne l'*Aufklärung* dans une fuite en avant sans trêve. En effet, si chacun devient, par le seul exercice de son jugement

personnel, apte à savoir immédiatement ce qu'il convient de faire, l'autorité du savoir se trouve renvoyé au rang des préjugés. Or cette libération n'est pas à craindre, car à l'autorité se substitue le pouvoir de celui qui n'a pas à rendre de comptes: le despote décrit par Rousseau qui diffuse la science vulgarisée. En déformant le concept d'autorité et en le renvoyant du côté de la domination politique, les Lumières ont libéré l'exercice du pouvoir politique de toute obligation de *Bildung*, de formation du citoyen en vue de sa participation à la discussion publique sur les décisions pratiques impliquées par le développement de la connaissance, de la technologie et de l'action. L'autorité, analyse Gadamer, est liée à la reconnaissance et à la connaissance; elle ne se détient pas mais elle s'acquiert, et puise sa légitimité dans le seul fait qu'elle permet à ceux qui la reconnaissent de se former à leur tour en vue de la connaissance. «Son fondement véritable est un acte de liberté et de raison» par lequel on reconnaît qu'autrui «voit les choses de plus haut ou parce qu'il est plus expert.» Reconnaître l'autorité n'est donc pas se soumettre à l'arbitraire d'autrui, mais anticiper que ce que dit autrui «peut en principe être compris. Avec cette analyse, Gadamer s'emploie à combler le hiatus ouvert par Weber entre l'éthique et le politique. L'objectif herméneutique consiste à maintenir l'esprit orienté vers une compréhension du tout, à travers l'effort des connaissances nécessairement spéciales.

Le dernier plan, que Gadamer explicite, est celui de la transmission et de la tradition. L'émancipation du sujet vis-à-vis de la tradition a été un mot d'ordre fondamental de la démocratie selon l'*Aufklärung*: l'accès à la majorité juridique, par lequel Kant métaphorise l'émancipation intellectuelle, ne signifie pas pour autant la maîtrise de soi, mais bien plutôt le déchaînement du désir lors de la disparition des chaînes de la tutelle. Or tradition et raison ne sont pas, argumente Gadamer, contradictoires. En effet une tradition n'est vivante que parce que elle comporte des éléments qui nous cultivent et qui nous forment. Selon son expression: «la tradition nous adresse la parole.» (p. 303) Elle est un trésor de significations dans lequel nous puisons des éléments qui nous permettent de comprendre ce qui, dans nos problèmes contemporains, reste opaque en ce qu'il n'est pas le résultat d'un calcul et d'une prévision de la raison. Or le propre de notre situation contemporaine est de

transmettre à nos successeurs, comme cela ne s'est encore jamais vu dans l'histoire, des problèmes que nous ne savons pas résoudre et qui menacent de manière directe désormais leur monde futur.

L'esprit de la démocratie

Donc le problème des futurs de la démocratie en Europe c'est pas seulement à traiter comme un problème de scripture de la Constitution européenne. Dans son mémorable discours du 12 mai 2000 à l'université Humboldt, Joschka Fischer a présenté dans ses grandes lignes le problème le plus difficile, celui de savoir comment combiner de la bonne manière «l'Europe des États-nations» avec «l'Europe des citoyens».

Alors que de nouveaux modes d'expression de la société civile ne cessent d'apparaître (blogs, forums, journalisme participatif...) les formes classiques de participation semblent au contraire aller à l'encontre d'une revitalisation possible de la démocratie.

Quelles que soient les raisons invoquées par ses défenseurs, la participation est présentée comme étant en mesure de répondre à un ensemble de mutations sociales profondes: la division croissante de nos sociétés, leur complexité, leur plus grande réflexivité ou encore la montée de formes de repli individualiste rendant nécessaire la recréation du «lien social» par la participation.

L'idée de participation repose tout d'abord sur une tension entre les idéaux de démocratie participative et de démocratie délibérative. Le premier s'inscrit dans la filiation de Jean-Jacques Rousseau et John Stuart Mill et conçoit la participation de chacun dans l'organisation de la cité comme une condition de la liberté et de l'épanouissement individuels. Le second en revanche, s'inspire de Jürgen Habermas et John Rawls, et se fonde sur l'idée que la légitimité et la rationalité des décisions collectives résident dans la mise en œuvre d'une délibération collective entre individus libres et égaux. Si ces deux conceptions se rapprochent par leur rejet d'une citoyenneté limitée au principe majoritaire et au vote, elles se distinguent fortement par leur finalité. La deuxième ligne de tension fondatrice est celle distinguant participation et recherche de consensus. En pratique, et dans la lignée de la politique déli-

bérative d'Habermas, de nombreux dispositifs privilégient la recherche du consensus. Cette conception est néanmoins rejetée par des auteures issues de la théorie critique et du féminisme mettant en avant le fait que des groupes minoritaires ou fragiles (les femmes mais également les Noirs, les classes populaires...) seraient ainsi de fait marginalisées lors de la discussion.

Ces variations sur le thème de la participation se retrouvent au sein des trois formes concrètes de démocratie participative décrites par la suite, menées dans le monde sous leur forme actuelle depuis la fin des années 1980. Le premier dispositif observé est celui du modèle du budget participatif: la population d'une ville dispose d'une part des budgets d'investissement de celle-ci, qu'elle affecte aux choix émergeant lors d'assemblées de quartiers ouvertes à tous. Cette initiative s'inspire de la démarche née à Porto Alegre en 1988 suite à l'accession à l'exécutif municipal du Parti des Travailleurs. La méthode des budgets participatifs, se répandant en Europe, ne semble cependant pas encore à la hauteur des initiatives menées en Amérique Latine, ne serait-ce que du fait que les budgets affectés apparaissent souvent encore dérisoires. Le modèle du débat public représente un autre type de réalisation de la participation. Il consiste à préparer un projet collectif tel que l'implantation d'un incinérateur ou encore la construction d'une ligne TGV. La Commission nationale du débat public (CNDP) en est un exemple instauré en France depuis 1995. Elle se compose d'élus, de magistrats, de représentants d'associations de protection de l'environnement et de consommateurs. Sa saisine est obligatoire pour les projets d'équipement atteignant un certain montant, et une quarantaine de débats ont été réalisés sous son égide entre 1997 et 2007. Le modèle des jurys citoyens consiste quant à lui à constituer un groupe de 15 à 20 citoyens «ordinaires» tirés au sort, ayant pour but d'élaborer un «avis éclairé» sur une question. Les thèmes peuvent s'avérer relativement techniques, comme on peut le constater au Danemark, où ont été traités des sujets tels que les organismes génétiquement modifiés (OGM) en 1987, ou encore la surveillance électronique en 2000. En France, des expériences de conférences de citoyens ont traité du changement climatique (2000) ou encore du traitement des eaux usées (2003). L'originalité de ces dispositifs est de considérer le citoyen «profane» à même de se prononcer sur des sujets complexes.

Dans quelle mesure ces pratiques participent-elles réellement à un renouveau démocratique? La première limite soulevée est que la démocratie participative est souvent réduite dans sa mise en œuvre à une démocratie de proximité. De ce fait, d'une part les intérêts locaux se trouvent exacerbés au détriment d'une réflexion portant sur l'intérêt général, et d'autre part, l'espace de participation se retrouve déconnecté de l'espace de prise de décision. Néanmoins ces écueils se semblent pas sans issue; des expériences telles que les conférences de citoyens composant des «mini publics» représentatifs permettent par exemple de répondre à l'argument de l'impossibilité d'une démocratie participative à l'échelle nationale. De même les nouvelles technologies de l'information et de la communication laissent espérer un possible désenclavement du local au profit d'une discussion plus globale. Le deuxième point problématique réside dans le constat que la majorité des formes de participations observées jusqu'à présent contribuent à reproduire les inégalités politiques déjà présentes plutôt qu'à les résoudre. On relève entre autres une très faible participation des jeunes, des populations d'origine étrangère et des catégories précaires au sein des conseils de quartier. Ces dispositifs reproduisent en effet souvent les conditions de participation des formes classiques de démocratie: prime aux compétences rhétoriques, aux capacités de prise de parole en public, ou encore absence d'enjeux essentiels pour certaines catégories, liés aux conditions matérielles de vie. La question de la représentativité des personnes mobilisées ne se trouve donc pas résolue.

La critique suivante porte sur les possibilités d'instrumentalisation de ces dispositifs. Ces formes de consultation s'apparentent trop souvent à de la communication politique, plutôt qu'à l'organisation d'une réelle aide à la prise de décision. L'observation de différentes expériences témoigne notamment de la difficulté pour les élus de se trouver confrontés à une réelle opposition. Il en découle un encadrement des dispositifs tel que l'on est en droit de se demander quelle est la marge de liberté des citoyens convoqués, dans la mesure où ces derniers ne sont ni responsable de l'agenda, ni du calendrier de la discussion ni des règles de cette dernière...

Enfin, le problème principal de ces dispositifs réside dans leur absence d'influence sur la prise de décision. La question de la res-

ponsabilité politique de ces nouvelles instances participatives demeure en suspens. Le vote apparaît jusqu'à présent comme l'horizon indépassable de ces interrogations, avec pour conséquence le fait que seuls nos représentants élus conservent, in fine, le privilège de la décision.

Une des évolutions lourdes des systèmes démocratiques seraient l'évolution vers une démocratie du public qui se caractériserait, notamment, par une personnification grandissante et par l'emprise grandissante des médias. Mais en même temps on assisterait aussi au développement à la fois de l'expression et de l'interpellation citoyennes s'accompagnant d'une exigence croissante de transparence et d'inclusion. L'expansion des dispositifs participatifs en seraient la conséquence la plus manifeste. Selon Blondiaux (2008, p. 83), «la démocratie participative sous sa forme actuelle doit être pensée comme une confrontation dans laquelle un mouvement continu de demandes de droits rencontre des tentatives de cadrage 'politique' de la part des pouvoirs en place». Selon cet auteur, plusieurs éléments ressortiraient en semblant porter en eux des germes de renouveau (pp. 83-93): – Les arts de la résistance. Il n'y aurait pas fusion dans le consensus, mais réaction citoyenne face à l'offre de participation, de quatre manières au moins: conflit (manifestations de rue, actions en justice...), défection (stratégie du boycott), prise de parole (contestation ouverte, ironie, humour, arts de rue,...) ou adhésion. Les débats sur le débat (dénonciation des dispositifs de communication asymétrique,...) mettent en évidence la sensibilité grandissante aux dispositifs et à leur manipulation. – L'impossible argument d'autorité. La contestation des experts est devenue fréquente, sinon même la norme. Imposer sa solution sous le prétexte qu'on sait ou qu'on a le statut social de celui qui sait est désormais une position difficile à tenir.

La reconnaissance d'une réelle compétence citoyenne ets enfin en question... Les jurys de citoyens, par exemple, démontrent que des citoyens tout à fait ordinaires sont parfaitement capables de s'approprier des dossiers complexes. Blondiaux (2008, pp. 94-101) se montre optimiste. C'est ainsi qu'il identifie un certain nombre d'effets qui seraient redevables à la mise en place de dispositifs participatifs et qui soutiendrait la perspective suivant laquelle on assisterait peu ou prou à la transformation des conditions de la décision politique.

L'attitude et les comportements des autorités politiques ont dû s'adapter sinon se plier aux contours des nouvelles formes démocratiques: les marges de manipulation seraient moindres, le langage de l'impartialité et de l'intérêt général s'imposerait plus facilement même à ceux qui traditionnellement sont réputés avoir tendance à les bafouer, les autorités seraient poussés à être plus cohérentes, plus conséquentes aussi. – L'introduction de nouveaux acteurs, de nouvelles catégories de citoyens, et donc des voix et des points de vue nouveaux, tant sur la scène publique que dans les processus de décision aurait pour effet principal de remodeler la configuration, non seulement du processus décisionnel mais aussi de ses issues.

La nature et la qualité du débat public, du fait de la diversité des angles d'attaque des sujets en débat, de la nécessité de mieux s'informer, serait à porter à l'actif des nouveaux courants participatifs.

Une pression nouvelle s'exerce sur les mandataires pour que leurs décisions soient justifiées, sinon même solidement argumentées, et pour que par conséquent ils s'expliquent publiquement à leur sujet. Certes, le pouvoir ne tombe pas forcément entre les mains du Peuple, il reste bien entre les mains des représentants élus. Mais, comme Blondiaux (2008) le souligne, sans doute ceux-ci sentent-ils plus que jamais auparavant l'obligation de rendre des comptes. Parce que la représentation que les politiciens se font des citoyens a évolué. A la faveur des innovations participatives, ceux-ci feraient davantage partie de leur imaginaire de référence. Ils seraient davantage présents à leur esprit et dans leur conscience. Assiste-t-on pour autant à la naissance d'un nouvel esprit politique? S'agit-il sous couvert d'aménagements participatifs à la marge de valider en lame de fonds d'autres courants contestés et d'inspiration néolibérale, voir paradoxalement néo-conservateurs?

Aussi doit-on se demander ce qu'il en est du rapport au collectif, du rapport à l'individu ou du rapport aux normes, trois rapports fondateurs de la démocratie. Dans quelle mesure se transforment-ils? Dans quelle mesure les innovations participatives soutiennent-elles en même temps qu'elles sont soutenues par la transformation de tels rapports? L'individu d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier. Son rapport à la frustration ou à l'effort, son rapport au plaisir qui en découle, son rapport au collectif et à l'institution, de manière plus large son rapport à la règle, de tels rapports font

de l'individu d'aujourd'hui un être profondément différent de l'individu d'il y a seulement une ou deux générations.

Les nouveaux dispositifs démocratiques ou, disons-le ainsi, la demande sociale pour davantage de participation, doivent aussi être examinées à la lumière de la radicalisation individualiste. Blondiaux (2008) et d'autres qui s'intéressent aux mutations démocratiques laissent cette dimension dans l'ombre. Et si les progrès dans la participation ne signalaient paradoxalement que le reflux d'une démocratie basée sur l'intérêt général? Et si ces nouvelles formes cédaient en réalité la place à une citoyenneté fragmentée portée par des intérêts particuliers sinon égoïstes, soutenue par une lame de fond individualiste où ne règne que le désir de toute puissance? Voilà une première zone d'ombre. Mais il y en a d'autres. Ainsi, la vague participative ne s'arrête pas à la seule arène politique, elle infiltre le monde du travail et plus subtilement d'autres sphères sociales, telle l'école ou la famille. Dans ces sphères-là, loin de signifier des avancées démocratiques, elles recouvrent sans doute d'un vernis fragile des délitements aux conséquences aujourd'hui encore mal perçues. Ainsi, quand dans l'entreprise le management élargit le champ de l'initiative et de la participation aux travailleurs, c'est le plus souvent pour leur transférer à bon compte, sous couvert d'un surcroît de responsabilité, le poids des dysfonctionnements de toute nature. En même temps, on ne peut pas s'empêcher de constater qu'à la montée de la participation dans les sphères du travail correspond la désintégration des syndicats et de manière générale des dispositifs de contestation collective et de sécurisation individuelle par l'action concertée. Le professionnel participatif est paradoxalement de plus en plus isolé face à un système de travail dont il ne maîtrise au mieux.

La participation recouvre-t-elle subtilement une faillite similaire dans le champ politique? Quel est en fin de compte le sens de la demande sociale pour un surcroît de participation dans un monde de compétition généralisée et de consommation sans limite? Pourquoi, dans notre système de démocratie représentative, la majorité vote-t-elle massivement pour des partis ou des autorités qui de toute évidence prennent des décisions et soutiennent des options, par exemple les politiques néolibérales, qui vont à l'encontre du bien-être collectif et individuel et qui leur font le plus

grand tort? Que signifie un surcroît de participation, désormais exigé par un nombre grandissant d'acteurs, dans une société où la dimension collective se dilue désormais dans des dynamiques micro-collectives, le collectif se réduisant à des rassemblements de «gens comme soi» alors que jusqu'il y a peu la perspective collective se fondait principalement sur des valeurs qui justement échappaient à toute tentative d'appropriation particulière (la Nation par exemple ou la République)? La participation ne relève-t-elle pas d'un phénomène plus large de fragmentation du collectif de sorte que le vivre ensemble tendrait vers une sorte de fédéralisme des particularismes?

La démocratie c'est notre nouvelle narration de l'Europe

Il n'est pas exagéré de poser en termes d'imagination la question de l'Europe à venir. Le problème posé est assez bien connu. Il s'agit très globalement de combiner «l'identité» et «l'altérité» à de nombreux niveaux qu'il va s'agir de distinguer. Ce qui nous fait le plus cruellement défaut, ce sont des modèles d'intégration entre ces deux pôles que on peut désigner dans des termes d'une grande abstraction, à la façon des supercatégories auxquelles les *Dialogues* de Platon nous ont initiés: c'est à dire l'identité et l'altérité; l'unité et la multiplicité.

Donc plusieurs plans de la démocratie en Europe sont à rebâtir: *le narratif, le sens*, l'histoire présentée pour entraîner et convaincre; *la question de l'appartenance*, un narratif est une chose utile mais il faut un ciment pour qu'il y ait adhésion à ce narratif commun; *le problème de la gouvernance et de la démocratie*: l'édifice institutionnel de Etats européens est devenu trop «baroque».

L'essentiel de ce qui a été le narratif européen est à refonder. C'est pour cela que le narratif que nous devons proposer doit être identitaire et correspondre au profil du modèle de civilisation européenne. Nous sommes dans une globalisation qui s'accélère et qui, aujourd'hui, dispose de trois modèles:

– Le modèle américain, très efficace, fondé sur une idéologie rigoureuse de la défense des droits de l'individu contre tout pouvoir et par ailleurs très tolérant aux inégalités (à cause du postulat que chacun naît avec les mêmes chances et qu'il suffit de la saisir);

– Le modèle asiatique, ou chinois, doté d'un sens communautaire beaucoup plus développé mais sans nos traditions humanistes de libertés publiques;

– Le modèle européen, plus équilibré entre l'individu, la société, le marché, la solidarité, la nature, la culture... et qui, au fond, est le plus intolérant aux inégalités et le plus permissif en matières de liberté.

L'article 2 du Traité européen définit assez bien ce modèle européen mais cela reste une définition sèche, à laquelle peu de personnes peuvent se référer. Il s'agit de reconnaître que nous appartenons à un ensemble défini par des valeurs auxquelles nous croyons et que nous promouvons: quelque chose qui, extérieurement, est simplement appelé «the european way of life». Derrière cette identité européenne, il y a l'appartenance. Comment ne pas être frappé par le fait qu'à l'occasion de la crise, les stéréotypes nationaux classiques, et généralement agressifs, aient émergé assez vite dans le discours public? Cela prouve qu'ils n'étaient pas très loin dans la conscience publique. Il y a là un vrai problème, que nous avons mal identifié: cette dimension «anthropolitique» de la construction européenne; ce qui a à voir avec les mythes, la culture, les légendes: c'est tout un versant de la construction européenne que nous avons hélas négligé. Dans ce projet d'espace supranational politique habité, nous avons sous-estimé l'effort que ceci représentait pour l'imaginaire. C'est ce qu'Elie Barnavi appelle «l'Europe frigide»: nous avons suivi à la lettre le livre de recette de Montesquieu mais cet espace politique n'est pas encore habité.

Le troisième défi est celui de la croissance. Le modèle européen (qu'Angela Merkel a défini par «l'Europe, c'est 7 % de la population mondiale, 20 % de la production mondiale, 50 % des dépenses sociales dans le monde») n'est durable dans son identité (c'est-à-dire avec cette combinaison d'efficacité économique et d'un système de solidarité sociale qui réduisent les inégalités) qu'avec 2 % de

croissance. Parce qu'à faible croissance et haut niveau de redistribution, le système se grippe, et le débat dérive vers la répartition du partage des dépenses collectives. Et notre première faiblesse est notre démographie déclinante qui, à long terme, compromet la solidité de la croissance et de l'innovation. Ceci couplé au fait que la solution historique de rééquilibrage par l'immigration se heurte aujourd'hui à des obstacles culturels et politiques.

Notre seconde faiblesse est en train d'apparaître avec la faible part des Européens dans la recherche technologique avancée (ou frontière technologique). En observant la situation actuelle, la projection dans vingt ou trente ans est inquiétante: aujourd'hui, les Américains dominent en occupant les deux tiers de cette frontière technologique; nous ne sommes qu'autour de 20 % et les pays émergents, qui sont vite montés à 10 %, progressent rapidement. Face à cela, l'Europe garde un énorme atout: sa masse. C'est le seul endroit où il y a 500 millions de consommateurs, une réserve de croissance et de puissance économique. Sur le plan de la compétitivité, globalement, elle est encore dans une bonne situation (contrairement à ce qui est colporté ici ou là en France). L'Europe a maintenu sa part des échanges sur le marché mondial depuis quinze ans, tandis que les États-Unis et le Japon ont perdu quelques points.

Dans ce contexte trois thèmes il peuvent être examinés: les valeurs culturelles dont nous avons besoin pour écrire une histoire commune; la «diplomatie douce» de l'Europe: les arts, le patrimoine et les sciences l'image et le rôle de l'Europe dans un environnement mondialisé et interdépendant. Elargir la vision de l'Europe est extrêmement salutaire, à la fois pour réinscrire le projet dans une continuité plus longue que les seules dernières décennies de la construction européenne et pour faire une prospective plus large sur les opportunités futures.

Mais le principal domaine à rebâtir est celui de la gouvernance en rapport avec la démocratie⁶. Il va falloir, pour ceux d'entre nous

⁶ Face cela, l'illisibilité des institutions européennes devient un problème. Nous avons toujours su que cette sorte de «Frankenstein institutionnel» serait compliquée:

qui s'impliquent dans le projet européen, faire preuve de pédagogie; mais surtout de repenser le possible de la démocratie en Europe.

L'hypothèse qui sert d'axe à nos efforts est que l'avenir de la démocratie en Europe réside moins dans le renforcement et la pérennité des institutions formelles et des pratiques informelles que dans leur changement. Robert Dahl a dit que, quelle que soit la forme qu'elle prendra, la démocratie de ceux qui nous succéderont ne sera et ne pourra être la démocratie de ceux qui nous ont précédés. Cela n'a rien de nouveau. La démocratie a subi plusieurs transformations majeures dans le passé afin de pouvoir réaffirmer ses principes de base: la souveraineté de citoyens égaux et la responsabilité de dirigeants inégaux. Elle a grandi en taille, de la cité à l'Etat-nation, le nombre de ses citoyens a augmenté, ceux-ci passant d'une oligarchie étroite et masculine à un grand nombre d'hommes et de femmes, elle a élargi son champ d'action, de la défense contre les agresseurs et de l'administration de la justice à toutes les politiques liées à l'Etat providence.

Certainement les défis et les opportunités sont extraordinairement divers et forts. Nous vivons une «époque passionnante» et assistons à des changements dont la rapidité et l'ampleur semblent sans précédent, ce qui est complètement impossible à évaluer avec les unités de référence traditionnelles qui ont dominé jusqu'alors le paysage politique. La plupart des problèmes actuels sont soit trop petits, soit trop grands pour les Etats-nations souverains d'hier, et c'est pourquoi, en Europe, il y a eu de nombreuses expériences de transferts de compétences à des unités plus petites et d'intégration dans de plus grandes. Pour la première fois, savoir à quel niveau de pouvoir les réformes devaient être appliquées est devenu presque aussi important que de connaître le contenu même des

les institutions européennes empruntent à des systèmes de représentation et des traditions politiques différents. C'est inévitablement un système composite. Nous avons toujours su qu'il y avait problème mais au lieu d'essayer de le traiter et de le régler, nous l'avons laissé s'aggraver... Il y a là une vraie difficulté à résoudre. Même si, pour le court terme, c'est risible voire les citoyens européens repartir à l'assaut d'une nouvelle Constitution. Les élections européennes représentent une séquence longue et compliquée, incomprise par la majorité de la population.

réformes. La question classique «que faire?» doit être complétée par «où faire?» En outre, comme elles sont habituées à un environnement relativement «pacifié», les démocraties touchées vont avoir du mal à recourir à des mesures «d'urgence» ou à des suspensions «temporaires» pour faire passer des réformes qui se heurtent à une vive opposition. Ainsi, les dirigeants seront tentés de renforcer le sentiment d'urgence en mettant en avant de nouvelles menaces pour la sécurité et les réponses à y apporter (comme la «guerre contre la drogue», «la guerre contre le terrorisme», ou «la peur des étrangers»), et de les mettre à profit pour faire passer des réformes antidémocratiques. Mais la pluralité des sources d'information et la concurrence entre les hommes politiques devraient limiter ce risque dans la plupart des démocraties qui fonctionnent.

La démocratie libérale, telle qu'elle est actuellement pratiquée en Europe, n'est pas «la fin de l'histoire». Elle peut et doit évoluer si elle veut conserver le respect légitime des citoyens. Elle l'a fait à plusieurs reprises dans le passé, en relevant les défis et en tirant parti des perspectives qui s'offraient à elle, et il n'y a aucune raison de penser qu'elle ne pourra pas le faire une fois encore.

Nous pensons tous que le problème majeur de la démocratie européenne contemporaine est la perte de confiance des citoyens dans les institutions politiques et la baisse de leur participation au processus démocratique. C'est pourquoi les réformes à même d'accroître la participation électorale, d'encourager l'adhésion aux partis politiques, aux associations et aux mouvements de la société civile, et de renforcer la confiance dans les fonctions représentatives et législatives des responsables politiques, méritent d'être étudiées, surtout quand elles rendent en outre la politique plus attrayante. Le deuxième grand problème auquel presque toutes les démocraties européennes sont confrontées est le nombre croissant de résidents étrangers et leur statut politique. Il convient aussi de privilégier les mesures visant à intégrer ces non-nationaux dans le processus politique.

Mais nous savons aussi que les réformes des règles du jeu démocratique, quand elles sont isolées, sont rarement efficaces. Ce sont les réformes globales et synergiques qui ont le mieux réussi à améliorer la performance et la légitimité. Parfois fruit d'une appréciation délibérée et rationnelle des interdépendances en jeu, elles ont été le plus souvent le produit du processus politique lui-même

et de son besoin inévitable d'alliances législatives, de compromis entre forces rivales et de compensations aux groupes indociles. Autrement dit, dans les démocraties «réelles», la conception des réformes est presque toujours imparfaite, d'autant plus qu'elles visent à modifier les futures règles de la concurrence et de la coopération entre les forces politiques.

De surcroît, les réformateurs prévoient rarement toutes les conséquences des mesures qu'ils introduisent. Ces changements ont presque toujours des répercussions inattendues, certaines bonnes, certaines moins bonnes. N'oublions jamais que, dans une société libre et dans un système démocratique, les individus et les organisations touchés par les innovations politiques réagissent, et souvent de manière imprévisible. Plus important, ils tentent de les exploiter à leur profit personnel et essaient assez souvent de les détourner pour protéger les intérêts établis. Tout cela plaide en faveur de la prudence, surtout quand on introduit des réformes authentiquement novatrices. Il vaudrait mieux d'abord traiter ces mesures comme des expériences politiques menées à des niveaux soigneusement choisis, en général à l'échelon local ou régional.

Les démocraties en Europe peuvent être réformées. Elles peuvent se rapprocher de ce «quelque chose qui n'existe pas», et ainsi regagner la confiance des citoyens dans les institutions et redonner de la légitimité à des processus qui semblent l'avoir perdue ces dernières décennies. Mais la tâche ne sera pas facile. Il faudra la sagesse collective des théoriciens et des praticiens de la politique des États membres du Conseil de l'Europe pour choisir les réformes les plus souhaitables, évaluer leurs conséquences et, enfin, partager les enseignements de ces expériences.

Références bibliographiques

- Apel K. O. (1998), *Discussion et responsabilité*, Paris, Cerf.
Gadamer H.G. (1976), *Vérité et Méthode*. Paris, Seuil.
Gadamer H. G. (1982), *L'art de comprendre*. Paris. Aubier. 1982.
Grande E., (2004) «Post-National Democracy in Europe», in Michael Th. Greven, Louis W. Pauly (Eds), *Democracy beyond the State?*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers, 2004, p. 115-138

- Habermas J., (2000), *Après l'État-nation*, trad. R. Rochlitz, Éd. Fayard, 2000.
- Habermas J., (1992), *Droit et démocratie* trad. R. Rochlitz et C. Bouchindhomme, Gallimard, 1997, chap. IX.
- Hentig von H. (2004), *Bildung, ein Essay*. Hemsbach, Beltz Verlag.
- Höffe O. (2001), *Le prix moral de la modernité*. Paris. L'Harmattan.
- Kant I. (1985), «Réponse à la question: Qu'est-ce que les Lumières?» in *Œuvres philosophiques*, tome 2, Paris, Pléiade Gallimard.
- Koselleck R. (1979), *Le règne de la critique*. Paris. Minuit.
- Kraus P. A., (2000) «Von Westfalen nach Kosmopolis. Die Problematik kultureller Identität in der Europäischen Politik», *Berliner Journal für Soziologie*, n° 2, 2000, p. 203-218;
- Lessing G. E. (1976), *Dialogues maçonniques*. Paris. Aubier.
- Marquard O., (1993), *Das Pluralistische Manifest?* in «Jahrbuch der deutschen chillergesellschaft», XVIII, 1993, pp. 447-452.
- Marquard O., (1994), *Skepsis und Zustimmung*. Reclam, Stuttgart.
- Marquard O., (2004), *Individuum und Gewalenteilung*. Reclam, Stuttgart.
- Meadows, Picht et al. (1973), *Quelles limites? Le Club de Rome répond*. Paris,
- Moreau D. (2007) «Vérité et éducation», Actes du colloque de la Sophied, Paris.
- Picht G., Weizsäcker C.F., Grosser A., Reynaud P., *Die Force de Frappe, Europas Hoffnung oder Verhängnis?* Freiburg im Breisgau, Walter Verlag.
- Putnam H. (2004), *Faits et valeurs, la fin d'un dogme*. Combas, Ed. de l'Éclat.
- Rousseau J. J., (1966), *Discours sur les sciences et les arts, Considérations sur le gouvernement de Pologne*. Œuvres complètes t. 3. Paris. Pléiade. 1966.
- Scharpf F. W., (2000) «The Viability of Advanced Welfare States in the International Economy», *Journal of European Public Policy*, n° 7, p. 190-228.
- Schmitter Ph., (1996), «Imagining the Future of the Euro-Polity», in Gary Marks, Fritz W. Scharpf (Eds), *Governance in the European Union*, Londres, Sage Publications, 1996, p. 121-150.
- Sen A. (2003), *Ethique et économie*, Paris, PUF.
- Siedentop L. (2000), *Democracy in Europe*, Londres, Penguin Books.
- Strauss L. (1986) *Droit naturel et histoire*, Paris, Flammarion.
- Weber M., (1959), *Le savant et le politique*. Paris. Plon.